

Face aux suppressions de postes, le cri d'alarme des énergies vertes

ÉNERGIE

Salariés et patronat défendent en chœur le solaire et l'éolien, en proie aux suppressions de postes sur fond de baisse du soutien public.

Le gouvernement et les candidats à la présidentielle étaient absents mardi de la grand-messe annuelle du secteur.

Amélie Laurin

Comme si le cœur n'y était plus. Les salariés des énergies renouvelables ont donné de la voix, mardi, pour dénoncer les suppressions de postes dans le secteur. Mais seuls quelques dizaines d'entre eux étaient réunis sur le parvis de la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, au milieu des drapeaux de la CGT et de Sud, contre plusieurs centaines en février lors de la précédente manifestation.

Cette fois, leur rassemblement avait pourtant reçu la bénédiction des associations patronales, à commencer par le Syndicat des énergies renouvelables (SER) qui tenait sur place son colloque

annuel. La mobilisation parisienne se doublait d'un rassemblement à Montpellier.

Au SER, aucun membre du gouvernement n'était présent pour recueillir les doléances de la profession. Si la ministre de l'Énergie Maud Bregeon avait fait le déplacement à l'assemblée générale du lobby avant l'été, elle était à Dublin mardi, pour une réunion avec ses homologues européens sur la crise des carburants et du gaz.

Quant à la table ronde sur l'élection présidentielle, elle n'a attiré aucun candidat alors que plusieurs d'entre eux étaient sur scène en juin à la grand-messe annuelle de l'Union française de l'électricité. Cette fois, les partis ont seulement dépêché leur monsieur ou madame Énergie. « On est lâchés politiquement », juge, amère, une lobbyiste.

Pourtant, le secteur est confronté à des « vagues massives de licenciements », a alerté Jules Nyssen, le président du SER, dans son discours introductif. Pour la première fois, il chiffre à « 6.000 » les emplois directs perdus dans le solaire et l'éolien terrestre depuis 2024, soit 10 % des 61.000 emplois combinés des deux filières. Le compteur monte à « 9.000 » en « extrapolant » aux emplois indirects, chez les fournisseurs notamment.

« C'est une casse sociale qui, si on ne fait rien, sera suivie d'une deuxième vague sur les équipes de construction », anticipe Jules Nys-

sen. Depuis l'an dernier, les plans sociaux se succèdent chez les développeurs RWE, Okwind, Voltaia, Boralex ou Valorem avec, dans chaque entreprise, plusieurs dizaines de suppressions de postes. S'y ajoutent la fermeture de l'usine Photo-Watt d'EDF, la fin de Carbon, un projet de méga-usine de panneaux solaires, et la liquidation de plusieurs installateurs photovoltaïques.

Baisse des appels d'offres publics

La publication en février de la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), en souffrance depuis plus de deux ans, n'a pas calmé les inquiétudes du sec-

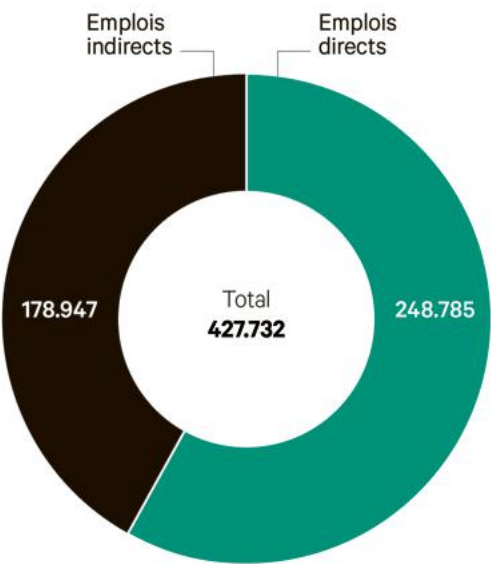
Le SER chiffre à « 6.000 » les emplois directs perdus dans le solaire et l'éolien terrestre depuis 2024, soit 10 % des 61.000 emplois combinés des deux filières.

teur, en raison de la baisse des appels d'offres publics (hors éolien en mer) et de l'incertitude engendrée par l'élection présidentielle.

Dans le sillage du gouvernement Bayrou, le Premier ministre Sébastien Lecornu a, en effet, annoncé un

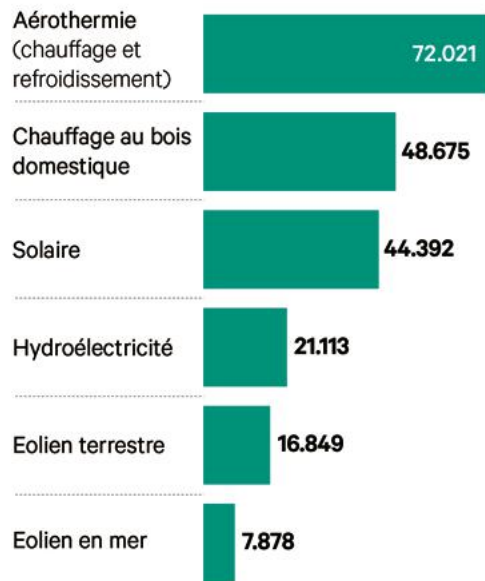
Les emplois directs et indirects liés aux énergies renouvelables...

En nombre, en 2024



... les emplois directs par filière

En nombre, en 2024



« LES ECHOS » / SOURCE : SER

recul du soutien public pour les nouveaux projets mais aussi pour une partie des installations solaires existantes – « un coup de poignard dans le dos », selon Jules Nyssen.

L'exécutif avance deux arguments : la surcapacité actuelle du système électrique hexagonal et l'état critique des finances publiques. Un discours à rebours du soutien public « quoi qu'il en coûte » des années 2021-2024, face à la précédente crise de l'énergie et aux microfissures des réacteurs nucléaires d'EDF.

La crise des hydrocarbures est revenue, mais le secteur est aujourd'hui tiraillé entre le soutien affiché par les partis de gauche et la vindicte du RN et de LR qui prônent un arrêt des subventions. Or ces dernières représentent encore la moitié des revenus des exploitants

solaires et éoliens, selon un récent rapport de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

« Il faut de la visibilité pour financer les investissements. Les signaux qu'on envoie le marché ne permettent pas cette planification », déclare Jules Nyssen, qui dénonce « l'obsession à chasser les soi-disant rentes ». Dorénavant, « quelles banques, quels investisseurs vont financer les projets ? », s'interroge-t-il.

Débat sur les modes de financement

Si les PME et ETI s'inquiètent de l'accès aux capitaux et à la dette, les grands patrons du secteur relativisent les problèmes de financement, estimant qu'il faut aussi réduire le coût global des projets et simplifier les procédures. Elles restent longues et fastidieuses malgré

le vote, en 2023, d'une loi d'accélération (APER) qui n'a « pas d'effets sur le terrain », selon Patrick Pouyanné, le directeur général de TotalEnergies.

« Aujourd'hui, le solaire et l'éolien terrestre peuvent vivre sans qu'on leur sécurise leurs revenus », a assuré le patron du géant pétrolier au colloque du SER. Il faut « une évolution du modèle économique », prône également Béatrice Buffon, la patronne d'EDF Power Solutions, dont la maison mère EDF a décidé de privilégier les investissements dans le nucléaire. Son modèle ? Les contrats de long terme « hybrides » signés avec de grands clients au Chili ou en Arabie saoudite. Ces power purchase agreements (PPA) mêlent énergies renouvelables, batteries... et un peu d'énergies fossiles. ■

IA, climat, commerce international : les standards de demain se discutent à Paris

Intelligence artificielle, cybersécurité, inclusion, climat, biodiversité... Paris accueille depuis lundi la rencontre annuelle de l'ISO. Organisée avec AFNOR, la grande messe de la normalisation internationale met l'accent sur le rôle des normes volontaires, « standards » en anglais, pour élaborer des pratiques communes au service de l'intérêt général.

Après Carthagène en 2024, Kigali en 2025, Paris est cette semaine la capitale mondiale de la normalisation. AFNOR accueille jusqu'à vendredi les 177 pays membres de l'ISO, l'Organisation internationale de normalisation, ainsi que des dirigeants et décideurs, représentants de l'industrie et de la société civile, à La Défense. Au-delà des débats sur l'intelligence artificielle ou la cybersécurité, la rencontre met aussi en lumière de nouvelles normes aux applications très concrètes pour les entreprises. Lundi, AFNOR, l'ISO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont ainsi lancé l'ISO 53001, première norme internationale conçue pour aider les organisations à optimiser leur contribution aux 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Aujourd'hui, ISO 9001, la référence mondiale de la démarche qualité en en-

treprise est à l'honneur, avec une conférence consacrée à sa nouvelle version qui vient de sortir le 16 septembre.

D'autres sujets très actuels sont au programme. Le passeport numérique des produits (DPP), appelé à se déployer en Europe à partir de 2027, doit permettre de suivre et de partager des informations sur les produits tout au long de leur cycle de vie. Six premières normes ont été publiées en juin pour en définir le fonctionnement. Autre enjeu : la gestion durable de l'eau, avec des acteurs du secteur, dont SUEZ, réunis pour discuter du rôle que jouent les normes volontaires pour rendre les systèmes de gestion de l'eau plus fiables et durables. Les visiteurs ont également pu découvrir la nouvelle génération de normes au format numérique : une transformation qui fiabilise leur contenu et simplifie l'utilisation.

Derrière ces sujets techniques se

joue une bataille de soft power. À l'ISO, les organismes nationaux de normalisation portent les positions élaborées par les entreprises et les parties prenantes de leurs pays. Détenir le secrétariat d'un comité technique permet de peser sur l'élaboration de standards susceptibles de structurer durablement un marché. La France en pilote aujourd'hui plus de 80, ce qui la place, avec le Japon, au quatrième rang mondial derrière l'Allemagne, la Chine et les États-Unis.

Cette édition parisienne revêt enfin une dimension symbolique pour AFNOR. L'association, qui assure une mission d'intérêt général, anime le système français de normalisation et représente la France à l'ISO. Elle célèbre son centenaire en 2026, un anniversaire qui intervient au moment où les normes volontaires apparaissent plus que jamais comme un instrument de compétitivité, mais aussi

de coopération dans une économie mondiale fragmentée. Cette édition bénéficie d'ailleurs du sponsoring de plusieurs acteurs économiques engagés dans ces travaux, au premier rang desquels SUEZ et la Filière des électrotechnologies.

ISO ANNUAL MEETING 2026

- 📅 177 pays invités
- 📅 5 jours de rencontres
- 👥 1300 participants sur place, 5 000 à distance

afnor

COMMUNIQUÉ



© ISO